L'Orient - le Jour

Mardi 08 janvier 2019

Kenza OUAZZANI

Le rapport McKinsey sur le Liban enfin publié

Guetté par plusieurs observateurs, le rapport McKinsey sur l'économie libanaise a enfin été rendu public vendredi dernier. Alors que sa publication avait été conditionnée, par le gouvernement démissionnaire, à son approbation par le futur Conseil des ministres, le ministre sortant de l'Économie et du Commerce, Raëd Khoury, a expliqué hier au quotidien Daily Star avoir finalement changé d'avis face à la détérioration de la situation économique et au blocage du processus de formation du gouvernement. « La situation économique est mauvaise, je veux donner de l'espoir aux gens », a-t-il confié. Pour justifier sa décision, M. Khoury invoque la loi sur l'accès à l'information, votée en 2017 au Parlement. Fin août, le parti politique issu de la société civile, Sabaa, avait interpellé le ministre sur Twitter pour lui réclamer la publication de l'intégralité du rapport, après la fuite d'une première version synthétisée un mois plus tôt.Commandé par le gouvernement libanais en début d'année 2018, le plan McKinsey pour la diversification sectorielle de l'économie libanaise propose des recommandations pour doper les secteurs productifs et les exportations du pays, en établissant des objectifs chiffrés aux horizons 2025 et 2035. L'étude identifie cinq secteurs-clés pouvant représenter un fort potentiel de développement économique pour le Liban, à savoir l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les services financiers et l'économie de la connaissance.Pour l'agriculture, le cabinet de conseil international liste une quinzaine d'initiatives ayant pour objectif une hausse de la productivité des petits producteurs à travers l'adoption d'équipements technologiques modernes et un changement de la nature des engrais utilisés, en privilégiant par exemple la culture des tomates et des avocats. L'amélioration des normes de qualité est également une priorité pour ce secteur afin de faciliter l'accès aux marchés internationaux et renforcer ainsi les exportations. Le plan recommande aussi la légalisation de la culture de cannabis thérapeutique.

Zones industrielles compétitives

S'agissant de l'industrie, McKinsey recommande de concentrer les efforts sur quatre filières industrielles identifiées comme prioritaires, dont celle des parfums et produits de beauté, les médicaments, le BTP et plus précisément les « préconstruits ». Il préconise aussi la création de quatre zones industrielles compétitives en termes d'infrastructures, dont une dédiée aux technologies BTP à la frontière syro-libanaise, afin que le Liban puisse saisir les opportunités liées à la reconstruction en Syrie et en Irak.Concernant le tourisme, le cabinet de conseil international suggère plus d'une vingtaine d'initiatives pour le développement du tourisme écologique, religieux et médical. Il conseille de cibler environ 15 pays (européens, arabes et ceux accueillant une importante communauté d'expatriés libanais) en y lançant des campagnes de promotion du tourisme au Liban. Le plan recommande aussi le lancement d'une campagne nationale de nettoyage des plages du pays.Pour les services financiers, le plan propose près d'une trentaine de mesures pour : le développement des réseaux numériques du secteur bancaire en vue de renforcer sa croissance ; le développement du secteur des services financiers afin qu'il soit capable de financer les programmes nationaux de développement ; et une stratégie permettant de transformer le Liban en destination principale pour la gestion des investissements et des services bancaires offshore pour mieux cibler les grandes fortunes.Enfin, McKinsey conseille au

gouvernement libanais de miser sur le développement de l'économie de la connaissance et de l'innovation. Et cela en bénéficiant de la technologie pour améliorer la productivité dans les secteurs prioritaires afin que l'économie puisse reposer sur l'innovation, en faisant du Liban un hub régional pionnier fournissant des services de « outsourcing » ainsi qu'un pôle pour les recherches et les analyses.Le plan McKinsey devait être l'un des quatre piliers de la « vision pour la stabilisation, la croissance et l'emploi » présentée par le gouvernement lors de la Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises (CEDRE), tenue le 6 avril dernier à Paris, mais n'a été livré par le cabinet qu'après la conférence. La communauté internationale s'y était engagée à mobiliser en faveur du Liban près de 11 milliards de dollars de prêts et de dons. Ces fonds, conditionnés à des réformes structurelles, doivent exclusivement servir à financer la première phase (six ans) du programme d'investissement (Capital Investment Program, CIP) visant à moderniser les infrastructures du pays.